

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ - VOUS

LA LUTTE



De l'argent pour les fonctionnaires et les vieux ?

Expropriez les Cagouleurs et leurs complices :

POZZO, DE WANDEL, ROTSCCHILD, FRAISSINET, MOREAU, MERCIER, FINALY

Rédaction-Administration - 15, passage Dubail (54, Bd. Magenta) Paris X^e

ABONNEMENTS

France : 1 an : 22 frs. ; 6 mois 11 frs. ; 3 mois 5 frs.

Etranger : 1 an : 40 frs. ; 6 mois 20 frs. ; 3 mois 10 frs.

Compte Chèque Postal : Alfred BARDIN : no 1907-81 Paris

Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik Léniniste) - Section Française de la 4^e Internationale

603 voix sur 603 pour le budget de guerre !

Pour l'unité Révolutionnaire contre l'embrassade de trahison

Les pourparlers pour l'unité politique émanent à l'origine des appels et propositions du Parti Communiste français, s'adressant d'une part, par la voie de Thorez-Cachin à l'I.O.S. et d'autre part, directement à la C. A. P. du Parti Socialiste.

En ce qui concerne l'unité syndicale internationale qui fut le plus sérieux point d'accrochage entre dirigeants confédérés et dirigeants unitaires au Congrès d'Unité de Toulouse, le résultat du récent voyage des représentants de la F.S.I. Jouhaux, Schoenels, Stolz à Moscou, nous apporte cette nouvelle que les syndicats de l'U.R.S.S. rentreront dans la F.S.I. sous réserve de "conditions, d'affiliation" encore incertaines et, pour lesquelles, Jouhaux nous avertit qu'il en serait éventuellement discuté au congrès de la F. S. I. seulement après l'affiliation du Profintern. Ceci signifie avec évidence que ces "conditions" sont acceptées déjà par Jouhaux et Cie.

A travers tous les pourparlers, il apparaît que le nœud de cette double unité organique se noue ou se nouera principalement sous l'influence prépondérante du rapport des forces dans les organisations ouvrières françaises.

Il y a accord des staliens avec Jouhaux sur le plan syndical, il y a désaccord momentané avec la C.A.P. socialiste sur le plan de l'unité politique. Tout cela sur une même base d'action politique de collaboration des classes. Dirigeants staliens et réformistes ont ensemble, saboté l'action des métallurgistes, du bâtiment, des services publics et des fonctionnaires. Les parlementaires staliens et socialistes sont complices dans les faits, quel que soit par ailleurs le ton de la démagogie parlée ou écrite à l'intention de la classe ouvrière. Ensemble, ils préparent la capitulation permanente devant la bourgeoisie sous l'égide "programmative" du Front populaire. Ensemble ils ont accepté la pause, l'arbitrage obligatoire, voté les crédits de la défense nationale, mélangant honteusement leurs bulletins avec ceux de la pire réaction nationaliste et fasciste.

Malgré cela, dirigeants socialistes, dirigeants communistes, d'accord dans l'action journalière, se disputent cependant sur la scission de 1920. Mais, chaque militant sait bien qu'à Tours, la scission entre majorité révolutionnaire et minorité réformiste s'est opérée uniquement sur la base du programme, sur les tâches révolutionnaires du Parti. Il était et il est encore pleinement justifié de rejeter hors de la direction des luttes ouvrières, tous les fauteurs de trahison, les chefs corrompus du réformisme et du social-patriotisme. Mais à l'heure présente, les Cachin-Duclos-Gitton, accomplissent chaque jour, non sans impudence, une action aussi néfaste que les Faure-Blum-Dormoy.

(Lire la suite page 4, 3^e colonne)

DE DUCLOS A MARIN, UNION SACREE contre les fonctionnaires, pour la préparation de la guerre

Le complot « cagouleur » se double d'un complot donné des dizaines et des dizaines de millions, assassins d'ouvriers, les capitalistes qui avaient gouvernemental, pour couvrir les vrais chefs des pour l'achat de grenades, de gaz, de mitrailleuses.

On connaît les principaux noms : Les milliardaires Wendel, Moreau, les deux principaux magnats des forges et de finances. Le grand maître du textile Ley, le patron de combat était aussi dans le coup. On connaît les noms de certains des laquais « politiques » de ces messieurs : Tardieu, Doriot.

Mais le gouvernement fait annoncer que les « chefs » sont déjà enrémés, que l'instruction va commencer. Ce qui signifie qu'il couvre Wendel-Moreau, Tardieu et Cie. Le gouvernement Chautemps-Blum-Dormoy, effrayé du complot qu'il a découvert, veut se limiter à des sous-ordres, auquel il accorde d'ailleurs un régime de faveur, alors que les ouvriers révolutionnaires arrêtés pour avoir fait leur devoir antifasciste à Clichy ou rue Asseline ont été traités comme des criminels de droit commun.

Le gouvernement couvre en définitive la tête du complot et « l'Humanité » et le « Populaire », malgré des phrases démagogiques, couvrent à leur tour le gouvernement.

Pour frapper à la tête du complot, il appartient donc aux ouvriers socialistes, communistes, inorganisés, d'agir de même. C'est pourquoi, nous leur proposons, la constitution de comités de quartier et de village dont le but doit être : 1) la recherche et l'appropriation des dépôts d'armes; 2) l'action de masse pour la milice ouvrière et pour imposer l'arrestation de Wendel, Moreau, Ley, Tardieu, Doriot. En y ajoutant sous les noms des capitalistes ou chefs fascistes, que ménage M. Dormoy, comme par exemple le Président de la Société des moteurs Gnôme et Rhône.

Arrestation, et comme il s'agit pour la plupart de milliardaires : expropriation des De Wendel, Ley, Moreau. Voilà un excellent moyen de trouver de l'argent pour les vieux et pour les fonctionnaires !

Telle est l'action commune qui s'impose, camarades communistes et socialistes.

COMMENT les chefs gouvernementaux ou « communistes » du Front populaire, frapperaient-ils à la tête du complot fasciste contre les travailleurs, puisqu'ils sont eux-mêmes, embrigadés dans un complot d'union sacrée contre les ouvriers et contre les conquêtes de juin ?

Tous les symptômes du complot gouvernemental et patronal, complément du complot fasciste qu'il « utilise » pour se faire une façade « populaire », « d'antifascisme », que nous avons déjà dénoncés, se confirment dans les faits.

Ces messieurs ont poussé des cris d'orfraie devant « la découverte » des dépôts d'armes fascistes qu'ils connaissaient d'ailleurs depuis un an. Mais ces ébats pathétiques avaient pour but de préparer pour la se-

maine suivante les trois premiers coups de poignard que la bourgeoisie vient d'assainir aux travailleurs par le gouvernement de Front populaire et avec l'appui de MM. les chefs communistes qui pratiquent le jeu d'éclipses, non dans le soutien des ministres capitalistes, mais dans l'art de laisser croire qu'ils soutiennent les fonctionnaires, les soldats, les ouvriers, qu'ils trahissent.

PREMIER COUP DE POIGNARD, CONTRE LES FONCTIONNAIRES :

M. Duclos annonce solennellement qu'il ne recule pas d'un pouce sur la base des revendications du cartel. Quand un agent du Guépéou, par surcroît vice-président du parlement bourgeois, parle ainsi, ça signifie qu'il a l'intention de faire le contraire. Ainsi pour la dévaluation, les impôts Bonnet et toutes les trahisons. C'est précisément pourquoi les chefs communistes ont abandonné les fonctionnaires et les auxiliaires, à leur sort misérable et voté pour Bonnet, l'homme de la déflation et des banques.

DEUXIEME COUP DE POIGNARD, CONTRE LE PEUPLE TRAVAILLEUR TOUT ENTIER.

Pas d'argent pour les vieux et pour les fonctionnaires ! Mais dans le même temps MM. les ministres et leur conseiller Duclos se félicitent du retour de l'or. 6 milliards sont revenus ! Qu'en a-t-on fait ? On les a immédiatement versés aux banquiers de Londres à la demande des banquiers de Paris.

Et on a augmenté de quelques milliards le budget de guerre de 1938.

Le budget de guerre, tout comme le projet contre les fonctionnaires (521 voix contre 4) a été voté à l'unanimité. Après que M. Daladier ait affirmé cyniquement sa volonté de répression contre les soldats et même contre les lecteurs du « Populaire » et de « l'Humanité ».

PAR 603 VOIX SUR 603, LE BUDGET DE GUERRE IMPERIALISTE EST VOTE !

ENFIN, TROISIEME COUP DE POIGNARD : contre les 40 heures ! M. le ministre « socialiste » du Travail a décidé la dérogation aux 5x3 contre les employés. Le Conseil national des employés s'est élevé avec véhémence contre ces mesures réactionnaires. Pourquoi le « Popu » et « l'Humanité » ont-ils cherché à falsifier la réalité et approuvent-ils la décision du gouvernement ?

IMPOSONS une action effective par la milice ouvrière qu'on frappe à la tête, qu'on exproprie et vière contre le fascisme ! Imposons par les comités les gros capitalistes pourvoqueurs des lignes, Wendel-Moreau-Finaly-Mercier, quelque soit leur clan ! Mais prenons garde, dans le même temps au complot gouvernemental et patronal axé sur les radicaux ! C'est pourquoi à l'occasion du renouvellement des contrats collectifs, à l'action ! A l'action, comme en juin pour l'occupation de masse ! Pour imposer le respect des 40 heures, les conventions nationales, l'échelle mobile, le contrôle sur l'embauche et la débauche !

A l'œuvre pour le "Secours International" (SOLIDARITE - LIBERTE)

Tous nos camarades ressentent depuis longtemps la nécessité de combler l'immense lacune de la solidarité contre la répression. Il n'y a plus de groupement qui organise le secours aux victimes de la répression bourgeoise, aux camarades frappés dans la lutte de classe, aux révolutionnaires poursuivis, aux coloniaux persécutés. Le passage du Secours Rouge aux ordres du gouvernement de Front populaire a consacré l'abandon de ses tâches.

Les gérants et les rédacteurs de la presse révolutionnaire, les volontaires pour l'Espagne, les ouvriers condamnés pour entraves à la « liberté du travail », les soldats frappés, les militants émigrés refoulés ou pourchassés demeurent sans secours réel. Les militants coloniaux emprisonnés et torturés sont complètement oubliés et parfois dénoncés et calomniés. Cet abandon complet étant mué en lutte haineuse contre les éléments de l'avant-garde révolutionnaire persécutés par l'appareil stalinien en U.R.S.S., en Espagne et dans le mon-

de entier — avec le concours de fait de la Ligue des Droits de l'Homme, mué par les considérations de la politique extérieure de la bourgeoisie française. Il n'y avait plus d'organisme marquant la solidarité militante du prolétariat international pour les victimes de ses luttes.

Le soutien nécessaire a été pendant toute cette période porté en ordre dispersé par les diverses organisations militantes à leurs membres et à leurs sympathisants dans la mesure des moyens de chaque organisation. Cependant les activités du Comité pour l'Amnistie aux Indochinois, du Comité pour l'enquête sur le procès de Moscou, du cartel de défense des révolutionnaires espagnols ont rassemblé sur des objectifs particuliers les efforts de militants et de tendances qui peuvent et doivent s'unir dans un effort plus large auquel seront appelés tous les travailleurs conscients de leurs devoirs de solidarité pour les victimes de la répression.

(Lire la suite page 4, 3^e colonne)

ILS DÉNONCENT

Deux hauts fonctionnaires soviétiques dénoncent les crimes de Staline.

Nous publions ci-dessous deux déclarations importantes. Elles émanent de deux anciens collaborateurs de la bureaucratie stalinienne. Ils ouvrent la liste de ceux à qui les crimes de Staline ont commencé à ouvrir les yeux.

De leurs déclarations, le prolétariat retiendra avant tout la confirmation absolue de nos propres accusations, la justification de la lutte que nous avons menée depuis de longues années. Nous sommes dans la bonne voie. Encore une fois : halte au terrorisme stalinien !

Pendant dix-huit ans, j'ai fidèlement servi le parti communiste russe et le pouvoir soviétique, fermement convaincu que je servais la cause de la révolution d'octobre, la cause de la classe ouvrière. Membre du Parti Communiste russe depuis 1918 faisant partie des cadres supérieurs de l'Armée Rouge pendant de longues années, puis directeur de l'Institut de l'industrie de guerre, j'ai rempli pendant les deux dernières années des missions spéciales à l'étranger. Les organismes dirigeants du parti des soviets m'ont constamment témoigné leur confiance. J'ai été décoré de l'Ordre du « Drapeau Rouge » et j'ai reçu une épée dite d'honneur ».

Durant les dernières années, j'ai suivi avec une anxiété croissante la politique du gouvernement soviétique. Cependant, je subordonnais mon inquiétude à la défense des intérêts que je considérais légitimes de l'Union soviétique, sachant que mon travail les servait et était par conséquent nécessaire pour la cause du socialisme. Mais la suite des événements m'a convaincu que la politique du gouvernement stalinien n'entre pas seulement de plus en plus en opposition avec les intérêts de l'Union soviétique, mais aussi avec ceux du mouvement ouvrier en général.

Aux procès de Moscou, surtout aux procès secrets, les représentants les plus éminents de la vieille garde bolcheviste ont défilé comme pseudo-espions et « agents de la Gestapo » : Zinoviev, Kamenev, I. Smirnov, Boukharine, Rykov, Rakovski et autres ; les meilleurs économistes et savants : Piatakov, Smilga, Pachoukanis et des milliers d'autres que je ne saurais mentionner ici.

Non seulement les vieux, mais tout ce que l'U.R.S.S. avait de meilleur dans la génération d'octobre, et dans celle qui suivit, tous ceux qui dans le feu de la guerre civile, dans la famine et dans le froid, ont construit le pouvoir soviétique, sont maintenant voués à l'extermination. Staline ne s'est même pas arrêté devant la décapitation de l'Armée Rouge. Il a fait exécuter ses meilleurs et plus talentueux chefs militaires : Toukhatchevski, Iakir, Ouborevitch, Gamarnik. Il les a accusés — mensongèrement comme toutes les au-

tres victimes — de haute trahison. Or, c'est cette politique qui en réalité sape la puissance militaire de l'U.R.S.S., sa capacité de défense, son économie, sa science, toutes les branches de la construction soviétique.

A l'aide de méthodes qu'on finira par connaître (par exemple, interrogatoire de Smirnov et Mratchkovski) et qui paraissent invraisemblables en Occident, Staline et Iéjov, chef de la Guépéou, extorquent à leurs victimes des « aveux » et mettent en scène des procès répugnants.

Chaque nouveau procès, chaque fusillade, ébranlait plus profondément ma confiance. J'avais des données suffisantes pour savoir comment étaient montés ces procès, et comprendre que des innocents périssaient. Mais j'ai longtemps tenté de refouler les sentiments d'horreur, de révolte et d'angoisse, de me convaincre qu'il fallait coûte que coûte poursuivre le travail important qui m'était confié. Il m'a fallu un effort extraordinaire, je dois l'avouer, pour me décider à rompre avec Moscou et à rester à l'étranger.

En restant à l'étranger, j'espère avoir la possibilité d'apporter ma contribution à la réhabilitation de ces dizaines de milliers de prétendus espions et « agents de la Gestapo » qui sont, en réalité, des militants dévoués à la cause ouvrière. Ils sont arrêtés, déportés, fusillés, assassinés par les maîtres actuels du régime qu'ils ont eux-mêmes créé sous la direction de Lénine et continué, après sa mort, à renforcer.

Je sais — et j'en ai des preuves — que ma tête est mise à prix. Je sais que le Guépéou ne ménage rien pour me réduire au silence par l'assassinat que des dizaines d'hommes, prêts à tout, aux ordres de Iéjov, sont à mes trousses dans ce but. Je crois de mon devoir de militant révolutionnaire de porter tout cela à la connaissance de l'opinion ouvrière internationale.

Walter KRIVITZKY.

5 décembre 1937.

Lire en page 2

L'ARTICLE DE LÉON TROTSKY

ANNIVERSAIRE

Il y a 20 ans, le 5 décembre 1917, le premier des armistices conclus au cours de la guerre impérialiste était signé entre la Russie soviétique et le commandement allemand.

La nuit même de l'insurrection victorieuse (le 7 novembre) le gouvernement des soviets prend un décret en faveur de la paix.

Le conseil des commissaires du peuple confirme par télégraphe cet ordre au général Doukhonine qui a remplacé Kerensky à la tête des armées, et lui enjoint d'entamer des pourparlers en vue d'une armistice.

Doukhonine refuse. Il est révoqué et le 3 décembre, lynché par les matelots bolcheviks à Mohilev.

Un décret du 17 décembre introduit l'élection des officiers par les hommes.

C'est ainsi que la Russie soviétique et révolutionnaire que devait jaillir le premier espoir de paix. Les ouvriers et paysans russes devaient ainsi montrer aux travailleurs du monde entier que seule leur action de classe pouvait arrêter les hostilités impérialistes.

La Guépéou terroriste n'empêchera pas la lutte contre le Capital

LES ELECTIONS EN U.R.S.S.

Les bureaucrates se font plébisciter

Le 12 décembre vont se dérouler en U.R.S.S. les élections au Conseil Suprême de l'Union et au Conseil des Nationalités, créés par la nouvelle Constitution.

Le battage autour de la « Constitution la plus démocratique du monde » atteint son point culminant. Mais voyons la réalité.

Suivant la loi électorale « le droit de proposer des candidats est conféré aux organisations sociales et aux organisations de travailleurs, aux assemblées générales d'ouvriers et employés par entreprise, aux soldats rouges par unité de l'armée, ainsi qu'aux assemblées générales de paysans par kolkhoze, d'ouvriers et employés de sovkhozes par sovkhoz ». La loi assure en outre « à chaque organisation qui a proposé un candidat enregistré par la commission électorale de la circonscription le droit et la possibilité effective d'agitation pour ce candidat aux réunions, dans la presse et par tous les autres moyens... » De leur côté, les commissions électorales sont tenues « d'enregistrer tous les candidats sans exception qui auront été proposés par les associations de travailleurs et les organisations sociales ».

Or, en fait, la candidature unique par circonscription a été imposée aux travailleurs de l'U.R.S.S. La Pravda estime que « les prises de bec auxquelles mène la concurrence des candidats, ainsi qu'on le voit dans les pays bourgeois, sont indésirables au pays du socialisme ».

Pour essayer de sauvegarder les apparences on a fait présenter les candidats uniques par plusieurs organisations ou assemblées de travailleurs dans chaque circonscription.

Ainsi le seul moyen qu'auront les citoyens de l'U.R.S.S. d'exercer leurs « droits démocratiques » sera l'abstention.

Que signifie dans ces conditions l'énorme déploiement d'agitation qui a précédé les élections ? Cette agitation vise un double but : D'abord les dirigeants stalinien veulent créer devant le pays et l'étranger l'illusion d'une véritable campagne électorale démocratique. Ensuite, l'appareil stalinien craint que malgré tous ses moyens de répression la proportion des abstentions n'atteigne un chiffre trop élevé et trop révélateur.

Le deuxième fait significatif des « élections », c'est la composition de la liste des candidats.

Le Conseil Suprême de l'Union comptera quelques 500 membres suivant les données publiées par la presse de Moscou. La composition sociale des candidatures s'établit comme suit :

57 commissaires du peuple et vice-commissaires de l'U.R.S.S. et des diverses républiques fédérées et auto-

Bien qu'écrit au début du mois de septembre, l'article de Trotsky publié ci-dessous n'a pas perdu son actualité. En effet, les organisations ouvrières internationales sont maintenant en possession du résultat des travaux de la Commission Internationale d'Enquête sur les procès de Moscou (New-York, Mexico, Paris).

Un premier volume de procès-verbaux du contre-procès vient d'être édité (examen de Trotsky à Mexico — 600 pages). C'est le moment que choisit Fenner Brockway, secrétaire du indépendant Labour Party (Bureau de Londres) pour mettre en doute, une fois de plus, le résultat de ses travaux. Dans le New Leader du 26 novembre, sous le titre « Trotsky était-il coupable », Brockway conclut de son examen des procès-verbaux que « tout jury impartial déciderait que le 1^{er} et le 3^e de ces soi-disant événements (rencontre de Trotsky à Copenhague et Oslo) n'ont jamais eu lieu, et qu'il est très improbable que le 2^e (rencontre du Bois de Boulogne), ait jamais eu lieu ». Brockway raffine dans l'hypocrisie ! Au lieu de participer à la Commission d'Enquête et d'y faire valoir ses questions et ses doutes, il jette la suspicion sur son impartialité, comme l'agent stalinien Beals, et s'estime imparfaitement convaincu. Il conclut encore que « le Bureau International (de Londres) a une Commission qui examine soigneusement les témoignages des deux côtés... quand tous les témoignages possibles seront devant nous, nous pourrions aboutir à des conclusions finales. » Brockway continue ainsi à accuser la Commission d'Enquête d'être « Trotskyiste » et à prétendre ériger en juge « impartial », entre Staline et la Commission Internationale d'Enquête... son Bureau de Londres ! L'hypocrisie se change ici en cynisme. Le Bureau de Londres, organe politique d'un fraction politique déterminée, se prétend plus impartial que la Commission de New-York, composée d'hommes dont pas un n'appartient à nos rangs, et qui a mené son enquête contradictoire avec un sérieux et une dignité remarquable ! La ma-

AU COMITÉ D'ENQUÊTE SUR LES PROCÈS DE MOSCOU

Déclaration d'Alexandre Barmine

(Copie au Comité Central de la Ligue des Droits de l'Homme)

Venant de quitter le service du Gouvernement de l'U.R.S.S., je crois de mon devoir de porter à votre connaissance les faits suivants et d'élever devant vous, au nom de l'Humanité et des Droits de l'Homme, la protestation indignée contre des crimes dont la série s'allonge chaque jour.

Premier secrétaire de la légation de l'U.R.S.S. à Athènes depuis décembre 1935, puis chargé d'affaires de l'U.R.S.S. à Athènes à partir de mars 1937, j'ai passé 19 ans au service du gouvernement soviétique, appartenant pendant 19 ans au Parti Communiste Russe, combattu pour le régime soviétique et consacré toutes mes forces à l'Etat ouvrier.

Engagé volontaire dans l'Armée Rouge en 1910, nommé 6 mois plus tard commissaire politique d'un bataillon, puis d'un régiment, pour m'être distingué au feu, passé ensuite à l'Ecole des officiers rouges, j'exerçai divers commandements sur le front Ouest. Après l'offensive sur Varsovie, le conseil militaire de la 16^e Armée me désigna pour suivre les cours de l'Académie de l'Etat-Major. En 1923, je fus mis en retraite au grade de commandant de brigade. Je remplis les fonctions de consul général de l'U.R.S.S. en Perse de 1923 à 1925. J'appartins pendant dix ans aux cadres du Commissariat de Commerce Extérieur et fus, de 1929 à 1931, directeur général des importations en France et en Italie, agent officiel de l'U.R.S.S. en Belgique en 1932, membre de la délégation gouvernementale en Pologne en 1935, président du Trust central de l'Exportation des produits de l'industrie automobile et d'aviation en 1934-35. Teis sont, en abrégé, mes états de service avant ma nomination en Grèce. Quelles qu'aient été mes fonctions, je n'avais jamais songé qu'à servir en toute conscience les intérêts de mon pays et du socialisme.

Les récents procès de Moscou m'ont rempli de stupeur et d'horreur. Il m'a été impossible d'admettre l'exécution des vieux dirigeants de la Révolution, en dépit des aveux qu'ils avaient prodigués : aveux qui ne faisaient qu'ajouter à mon trouble de conscience, tout en prolongeant mes dernières illusions.

Mon attachement profond à la classe ouvrière et au peuple soviétique, ma difficulté de croire à la possibilité des crimes de la part de ses dirigeants m'amènent d'abord en toute sincérité à me faire violence et à me résigner aux faits. J'espérais en faisant cet effort, servir encore la cause du socialisme. Mais les événements de ces derniers mois (mois que je passais en France, en congé de convalescence) ne m'ont plus laissé aucune illusion. Des procès retentissants ont préparé l'extermination massive des cadres du Parti Communiste de l'U.R.S.S., c'est-à-dire des militants qui avaient mené la lutte dans l'illégalité, fait la Révolution et la guerre civile, assuré la victoire du premier Etat ouvrier... aujourd'hui convertis de boue et livrés au bourreau. Il m'est apparu dorénavant qu'une dictature réactionnaire s'installe dans mon pays.

112 présidents de républiques fédérées, secrétaires de comités exécutifs et comités centraux des partis nationaux, secrétaires régionaux du parti et d'organismes du parti. 22 marcheurs, généraux et amiraux. 24 dirigeants régionaux des services du Commissariat à l'Intérieur (Ancien Guépéou). 10 directeurs de trusts industriels ou d'usines. 24 officiers de l'armée de terre et commissaires politiques. 12 officiers aviateurs. 31 secrétaires de comités de rayon et de comités locaux du parti. 12 présidents de soviets locaux. 23 présidents de kolkhozes. 47 stakhanovistes et travailleurs décorés des usines et des champs. 24 contremaîtres, ouvriers qualifiés et instructeurs. 2 ouvriers simples. 26 chefs d'équipes kolkhoziennes. 6 simples kolkhoziens. 13 directeurs d'ateliers, de puits, de dépôts des chemins de fer. 3 ingénieurs. 8 fonctionnaires divers du parti. 2 « héros de l'Union Soviétique » sans spécification de qualité. 14 savants. 6 écrivains et artistes. 4 directeurs d'écoles et instituteurs.

L'Hypocrisie sous le masque de "l'Impartialité"

Encore une fois sur Fenner BROCKWAY

par L. TROTSKY

nœuvre de Brockway échouera. Les récriminations sectaires de I.L.P. n'empêcheront pas la vérité de se faire jour.

Le « Bureau des partis socialistes révolutionnaires » de Londres avait été invité, avec le 2^e et le 3^e Internationales, à participer à la Commission d'Enquête Internationale sur les procès de Moscou. Le 21 mai, Fenner Brockway, au nom du Bureau, répondit par un refus. Nous citons textuellement, dans sa réponse, la partie afférente à la question :

« Le Bureau International ne peut prêter un soutien à la Commission d'Enquête américaine ou y être représenté, car il considère qu'une erreur fatale a été commise, lorsque l'initiative de l'enquête fut prise par un Comité qui se définit lui-même comme un « Comité de Défense de Trotsky ».

Il ressort ainsi que le Bureau de Londres est vitalement intéressé dans l'enquête, et que s'il refuse de l'aider, c'est seulement parce qu'elle fut commencée par un comité « de défense ».

M. Brockway n'indique cependant pas qui précisément doit prendre l'initiative de l'enquête : le nouveau chef du Guépéou, le joyeux ? le secrétaire de l'I. C., Dimitrov ? le conseiller de la Couronne, Pritt ? le secrétaire du Bureau de Londres, Fenner Brockway ? ou enfin l'évêque de Canterbury ? Le plus « impartial » des candidats énoncé est, il faut le penser, Brockway lui-même. Or lui, précisément, ainsi qu'il ressort de sa lettre de février au socialiste américain Allen, non seulement ne s'appropriait pas à prendre l'initiative de l'enquête, mais encore essaya de toutes ses forces d'entraver l'initiative des autres, en évoquant, non pas les intérêts de l'impartialité, mais les intérêts de la bureaucratie moscovite. Voici ce qu'écrivait Brockway à Allen : l'enquête peut causer un « préjudice à la Russie et aux cercles communistes ». N'est-ce pas étonnant ? Dans sa lettre qui n'était pas destinée à être publiée, Brockway intervient imprudemment comme membre d'un « comité

de défense » de Staline, Dimitrov, Vy-chinsky et lagoda. Dès ce moment-là, je dénonçai cela dans la presse. Brockway ne répliqua mot. Quelques mois passèrent. Dans sa lettre du 28 mai, Brockway intervient de nouveau contre l'enquête, mais déjà avec une argumentation toute différente. Mais au fond, il reste encore maintenant membre du tacite « comité de défense » des falsificateurs contre leurs victimes.

La suspicion que Brockway tente de jeter, au nom du Bureau de Londres, sur l'enquête, est dépourvue de la moindre justification juridique ou morale. Le Comité de New-York est seulement l'initiateur de l'affaire, l'essence même de son initiative consistant précisément à assurer, par la collaboration d'autres organisations, une enquête objective et de bonne foi, menée par une Commission Internationale spéciale, entièrement indépendante des initiateurs.

La composition du comité de New-York est hétérogène. En font partie des personnes qui dès le début, comprirent l'absurdité et l'ignominie des accusations moscovites. D'autres membres n'avaient à ce sujet pas d'opinion faite, mais étaient inquiètes ou indignées du caractère « totalitaire » de la juridiction moscovite et du fait que les laïques « socialistes » norvégiens du Guépéou me mirent sous les verrous précisément à un moment où plus que jamais j'avais besoin de liberté pour me défendre ainsi que des centaines d'autres. Evidemment, si le Comité de New-York se composait d'hypocrites, il pourrait s'appeler Comité pour la « défense des bases éternelles de la morale ».

J'avais vu disparaître dans les prisons — peut-être exécutés ou supprimés — mes chefs et compagnons, tous vieux bolcheviks : l'ancien ambassadeur et Commissaire du Peuple aux Affaires Etrangères Krestinski, le Président de la Société pour les relations culturelles avec l'étranger Arossey ; l'ancien commissaire et ambassadeur à Ankara Karakhan que l'on dit fusillé ; l'ambassadeur Yourenev, ancien commissaire général de l'Armée Rouge en 1918-19 ; Eliava, vice-commissaire du peuple au Commerce extérieur, dont j'eus l'honneur d'être le collaborateur ; mes amis et camarades (avec lesquels je lutai et travaillai aux différentes époques pendant vingt années passées), les directeurs aux affaires étrangères à Moscou Zuckerman et Fechner, les ministres de l'U.R.S.S. Asmus (Helsingfors), Podolski (Kaumas), Ostrovski, ami et protégé de Vorochilov (Bucarest) ; les généraux Guecker, Schmidt et Savitzky, héros de la guerre civile et camarades de l'Académie Militaire ; enfin les ambassadeurs Davtian, Karski, Bogomolov, Rosenberg, Brodovski que j'ai connu personnellement pendant peu de temps, mais dont je suis profondément persuadé de l'honnêteté et du dévouement.

Je voudrais pouvoir adresser à l'opinion publique l'appel le plus pressant, le plus désespéré, en faveur du moins de ceux d'entre eux qui sont peut-être encore vivants et contre les fausses et ignobles accusations. Je pense à mes amis demeurés à leur poste dans les autres pays d'Europe, Asie ou Amérique, menacés chaque jour d'un sort semblable et placés devant le tragique dilemme : rentrer pour aller à une mort certaine ou, en renonçant à revoir la patrie, risquer ainsi les balles des agents de la Police secrète à l'étranger, de ces agents qui tout dernièrement encore, me filaient pas à pas.

Demurer au service du gouvernement de Staline, c'eût été me vouer à la pire démolition et assumer ma part de responsabilité dans les crimes commis chaque jour contre le peuple de mon pays. C'eût été trahir la cause du socialisme à laquelle j'ai consacré ma vie.

J'obéis à mon conscience en rompant avec ce gouvernement. Je me rends compte des dangers auxquels je m'expose en agissant de la sorte. Je signe mon propre arrêt de mort et m'expose aux coups des tueurs salariés. Cette considération ne saurait modifier en quoi que ce soit ma ligne de conduite.

J'ai adressé ma démission au Commissariat des Affaires Etrangères à Moscou, et, renonçant au bénéfice de l'immunité diplomatique, je ne suis plus aujourd'hui qu'un réfugié politique qui se place sous la protection des lois et de l'opinion du pays auquel il doit l'hospitalité. J'ai obéi à ma conscience, sûr d'être ainsi plus que jamais fidèle aux idées que j'ai servi toute ma vie.

Puisse ma voix contribuer à éclairer l'opinion sur un régime qui renie en fait tout socialisme et toute humanité. Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de ma haute considération. Alexandre BARMINE (Graff).

Dans la vingtaine de « divers » qui complètent cette liste on trouve encore des fonctionnaires du parti et de l'Etat, ainsi que des hauts fonctionnaires de l'Internationale Communiste, tels que Dimitrov (canton de la petite ville de Kostrodidat dans la petite ville de Kortrodidat dans la petite ville de Kortrodidat).

Pour le Conseil des Nationalités la composition est sensiblement analogue. On constate que près de la moitié du Conseil Suprême sera composée de hauts fonctionnaires du parti et de l'Etat. L'autre moitié sera formée essentiellement, de privilégiés directs du régime tels que les stakhanovistes et assimilés, officiers, fonctionnaires moyens etc. Les représentants de la masse véritablement prolétarienne de la population se comptent par unités !

Ces élections ne seront qu'un plébiscite en faveur de la bureaucratie maîtresse de l'Etat soviétique. Dans les Chambres élues le 12 décembre Staline trouvera sans difficulté l'instrument de la consécration officielle de son autocratie.

A l'appel du comité de direction, que les camarades se préparent dès maintenant dans tous les arrondissements, les usines, en banlieue et en province à créer les sections locales, à recueillir les adhésions, à collecter les fonds, à faire vivre le *Secours International (Solidarité et Liberté)* !

P.-S. — Les indications concrètes seront transmises dans les jours qui viennent.

Commission Internationale ne pourrait avoir d'autorité que si l'enquête était entourée de toutes les garanties d'objectivité par la participation à la Commission de représentants des diverses nuances de la pensée politique. Le Comité commença par inviter publiquement les représentants du gouvernement soviétique de l'I. C., des « Amis de l'U.R.S.S. », de la II^e Internationale, du Bureau de Londres, etc... Il ne s'agit évidemment pas d'apprécier sous un angle politique ou moral le stalinisme, le trotskysme, le bolchevisme, ou le marxisme : nul courant politique ne voudrait se prêter à devenir l'objet du jugement d'une Commission inter-parti, et aucune Commission sensée ne prendrait sur elle une tâche tellement au-dessus de ses forces. Le jugement des tendances politiques est rendu par les masses dans la lutte politique.

Le verdict définitif est rendu par l'Histoire. La tâche de la Commission d'Enquête consista et consiste seulement dans la vérification d'accusations juridiques lancées contre des personnes déterminées.

La conclusion politique du verdict de la Commission, chaque tendance la tirera à sa façon. Il est d'autant plus impérieux que participent à l'Enquête toutes les organisations intéressées à découvrir la vérité. Cependant, les agents directs et indirects du Guépéou, ses « amis », et les amis de ces amis, ont carrément refusé : les uns invoquèrent, dans l'esprit de la première lettre de Fenner Brockway, l'inadmissibilité de causer un préjudice à Staline et à son Komintern ; les autres, dans le style de la seconde lettre de Fenner Brockway, trouvèrent la Commission future insuffisamment « impartiale ». Les uns et les autres craignaient l'enquête à juste titre. Or, le Bureau de Londres les a couverts.

Pour démontrer plus clairement encore le rôle indigne de ce bureau, prenons un autre exemple plus récent. Les gangsters du Guépéou ont assassiné en Espagne André Nin, leader du P.O.U.M. Nin était mon adversaire. Par contre, Fenner Brockway consi-

dérait Nin comme son camarade d'idées. Si le Bureau de Londres, et autres Ponce Pilate « impartiaux » avaient procédé à une enquête sur les falsifications moscovites immédiatement après le procès Zinoviev-Kaménov, le Guépéou n'aurait peut-être pas osé mettre en circulation l'accusation consciemment mensongère contre les leaders du P.O.U.M., à savoir de collaborer avec le général Franco. Mais cela ne fut pas fait.

Les « impartiaux » protégèrent le Guépéou. En résultat, Nin fut assassiné, de même que des dizaines et des centaines d'autres. Le P.O.U.M. fut écrasé. On ne peut pas revenir sur les conséquences passées des fautes commises. Mais tous ces Brockway ne pensent-ils pas que l'heure a sonné pour une enquête internationale sur les crimes du Guépéou en Espagne ? falsifications, répression et assassinats ? Ou peut-être attendent-ils l'initiative de l'enquête de la part des prêtres stérilisés de l'impartialité ? Que Brockway m'indique leur adresse et leur numéro de téléphone : immédiatement, je m'adresserai à eux. Mais si, comme je suppose, ils n'existent pas au naturel, que le Bureau de Londres prenne alors sur lui l'initiative de l'enquête. Qu'il s'adresse, à l'exemple du Comité de New-York, à toutes les internationales ouvrières existantes et à des personnalités éminentes des sciences, des lettres, de l'art, connus pour leur honnêteté et leur incorruptibilité.

Si quelqu'un dit ensuite que Fenner Brockway fit une « erreur fatale » en prenant sur lui l'initiative de l'enquête, au lieu de laisser l'affaire à Staline et à Negrin, tout homme raisonnable et sincère appellera un tel « accusateur » un hypocrite insolent. Pour terminer, j'estime nécessaire de rappeler encore un fait non dépourvu d'importance. Dans la même lettre de février, où il exprime son souci touchant des intérêts de Staline, de lagoda et de Dimitrov, F. Brockway proposa de former une commission internationale pour enquêter sur... mon ac-

Après l'Assassinat de REISS

Nous avons déjà montré comment la Guépéou, dont les agents travaillent librement à Paris, avait préparé l'assassinat de Léon Sédo. Voici de nouveaux détails sur une tentative d'enlèvement qui précéda la tentative qui fut détournée par les révélations de Reiss en juillet.

Au mois de janvier, la Guépéou tenta d'attirer Sedov dans un guet-apens à Mulhouse. Sous la couverture du nom de l'avocat suisse de Trotsky, les conspirateurs insistèrent, par téléphone et par lettre, pour que Sedov vint conférer à Mulhouse. Seules des circonstances accidentelles empêchèrent Sedov de se rendre à Mulhouse, où Steiner et Smirensky (de la Guépéou) l'attendaient à la gare. Il échappa ainsi à l'enlèvement, juste au moment où Staline préparait le second procès de Moscou (Piatakov-Radek).

La police française a maintenant partiellement étouffé ses révélations sur l'organisation des exploits terroristes de la Guépéou. Mais nous savons que la préparation de ces exploits continue. Les agents nouveaux sont à l'œuvre pour empêcher que soient dévoilés complètement leurs agissements dans le procès Reiss. Ce sera en vain !

Pour le Secours International

(Suite de la page 1)

Aujourd'hui cette œuvre doit commencer. Avec des représentants du P.O.I. et des J.S.R., des représentants de la gauche révolutionnaire du parti socialiste, de la Révolution Proletarienne, des J.S.A., des camarades des syndicats de l'Enseignement, des P.T.T., etc., se sont groupés avec des hommes comme Rosmer, Chalaye, Wullens, pour créer cette organisation de solidarité et de secours. Ainsi est fondé le « Secours International (Solidarité et Liberté) ». Dès maintenant il se prépare à remplir sa tâche en apportant l'aide matérielle et morale aux victimes de la répression « sans distinction de parti, de nationalité, de race », en organisant ses commissions juridiques, médicale, d'hébergement, de droit d'asile. L'effort sera fait pour travailler avec les anarchistes.

Nous aurions voulu que soit nettement marqué le caractère du soutien aux « victimes de la lutte de classes » mais bien que les formules adoptées ne soient pas les nôtres, l'organisation nouvelle rencontrera le concours le plus actif de tous les camarades et de tous les sympathisants du P.O.I. et des J.S.R. Et les tâches ne vont pas manquer.

A l'appel du comité de direction, que les camarades se préparent dès maintenant dans tous les arrondissements, les usines, en banlieue et en province à créer les sections locales, à recueillir les adhésions, à collecter les fonds, à faire vivre le *Secours International (Solidarité et Liberté)* !

P.-S. — Les indications concrètes seront transmises dans les jours qui viennent.

tivité politique ; dans cette commission il entendit inclure, avec une « précipitation » étrange, Norman Thomas, Otto Bauer, Branting et d'autres de mes ennemis politiques jurés.

L'idée même d'un jugement « officiel » de l'activité politique d'une personne ou d'un parti à l'aide d'une... Commission d'Enquête représente une telle absurdité qu'on n'en peut parler que dans les colonnes d'un journal humoristique de province. Cela, Fenner Brockway lui aussi, ne pouvait évidemment pas le comprendre.

Mais il essaya d'exploiter les amalgames sanglants de Moscou pour porter un coup au bolchevisme (« trotskysme ») qu'il haït, en essayant de couvrir sa lutte fractionnelle par une « enquête » impartiale : les spécialistes de la morale aiment, comme on sait, pêcher en eau trouble.

Nous autres bolcheviks « amoraux » procédons autrement. Nous avons critiqué ouvertement la politique de Nin dès son vivant. Nous ne changerons pas notre appréciation après sa mort. Mais puisque nous n'avions pas douté une minute de l'incorruptibilité de ce militant prolétarien, nous sommes prêts à faire tout pour réhabiliter son nom et pour stigmatiser implacablement ses bourreaux.

Nous déclarons d'avance à Fenner Brockway et à tous les autres spécialistes de la morale, qu'aucun de nos amis et compagnons d'idées n'essayera d'exploiter l'enquête sur l'assassinat de Nin pour régler les comptes à la politique de Nin.

Pour lutter contre l'opportunisme et le centrisme nous n'avons pas besoin de nous couvrir d'une « commission » créée pour des buts tout autres.

De tels procédés, nous les laissons aux Tartuffe de la morale idéaliste. Mais nous, matérialistes grossiers, préférons « appeler une ortie une ortie et une stupidité l'affaire de gens stupides ».

Les coups contre nos adversaires, nous les donnons ouvertement, et sous notre propre responsabilité.

L. TROTSKY, Coyoacan, 5 septembre 1937.

Dégonflons ce complot

Les 40 heures en danger

Les députés Croix de Feu, Doriotistes, réactionnaires, radicaux, "socialistes", "communistes", tous nationalistes, chacun dans leur milieu, ont voté unanimement les milliards de francs — impôts prélevés sur les salaires des masses travailleuses — nécessaires à l'impérialisme français pour assurer sa défense nationale.

Maintenant les députés "Front Populaire", unanimes dans l'union sacrée avec leurs collègues fascistes et réactionnaires, essaient de donner le change à la classe ouvrière à l'aide d'une comédie parlementaire, bien orchestrée par le stavisera-radical Chautemps, ayant pour "thème" un projet de loi sur l'embauchage et le licenciement.

Et plus les dirigeants "Front Populaire" de notre C. G. T. capitulent devant les exigences de la bourgeoisie française et soutiennent les capitulations successives des députés "socialistes" et "communistes", plus les patrons exigent de nouvelles capitulations de leur part afin de démontrer à la classe ouvrière et de briser définitivement sa volonté de lutte toujours menaçante.

Naturellement les radicaux Chautemps-Bonnet et les "socialistes" Dormoy-Blum, se font les arbitres, bienveillants pour le patronat, de cette situation.

Cependant que les dirigeants de la C.G.T. continuent, de leur mieux, à manœuvrer pour étouffer et briser toutes les luttes ouvrières et détourner la classe ouvrière de la pratique de l'action directe. Pour cela, ils s'efforcent de lui faire porter toute son attention sur les solutions parlementaires, qui ont été et seront des solutions de défaite dans la situation actuelle.

Bien sûr, Chautemps va déposer un projet de loi visant au camouflage des offices privés de placement, instituant des commissions paritaires (de collaboration de classes) de placement et donnant l'illusion de réglementer, par une juridiction souple, le licenciement.

Mais comme les dirigeants stalinistes et réformistes de notre C.G.T. réussissent encore à briser l'union vers une nouvelle unité de lutte de la classe ouvrière — comme en juin 1936 — les patrons développent leur action, ainsi que l'ont prouvé les documents patronaux publiés dans les numéros précédents de La Lutte Ouvrière, pour le maintien du statu quo, de l'autorité patronale dans l'entreprise.

Dans le même temps, dans les couloirs, réactionnaires, radicaux, "socialistes", "communistes", tous nationalistes, chacun dans leur milieu, ont voté unanimement les milliards de francs — impôts prélevés sur les salaires des masses travailleuses — nécessaires à l'impérialisme français pour assurer sa défense nationale.

Et l'échelle mobile des salaires et traitements? On en parle dans les discours, on la note dans les résolutions des Conseils nationaux syndicaux (Cheminots, Fonctionnaires, Services Publics, Alimentation, Métaux, Bâtiment, etc.). Mais les chefs de la C.G.T. empêchent toute action véritable pour imposer cette revendication essentielle.

Ainsi, chefs réformistes et stalinistes de la C.G.T. n'appelleront pas le maintien du contenu actuel des conventions collectives — même si elles deviennent nationales — du nom de "reconduction". Mais, en fait, si l'abandon de la lutte effective n'est pas rompu par les ouvriers eux-mêmes, cela entraînera l'abandon des revendications immédiates essentielles que nous venons de citer, comme cela a entraîné l'abandon des 15 pour cent dans la métallurgie et le bâtiment, des 150 francs pour les fonctionnaires et les services publics et l'abandon des militants licenciés des entreprises.

Pourtant il existe, dans la situation présente, pour une direction qui a la confiance de la majorité de la classe ouvrière, toutes les possibilités d'organiser une lutte d'envergure contre le patronat. Mais la direction de la C.G.T. prouve chaque jour qu'elle n'est pas une direction de lutte, mais de capitulation.

Aussi notre Parti et ses militants luttent pour donner la parole aux travailleurs seuls capables d'organiser eux-mêmes leurs propres combats pour la défense de leurs intérêts.

Dans chaque syndicat, nous devons exiger la convocation d'un Congrès extraordinaire de la C.G.T. dans le même temps que, dans chaque entreprise, nous luttons pour l'organisation de la force des ouvriers par la propagande pour les Congrès des délégués des entreprises par industrie, régionalement et nationalement, pour les milices ouvrières, armes de protection des luttes et de répression physique contre l'ennemi fasciste, agent du patronat.

SUR LE FRONT OUVRIER

DANS LA NOUVEAUTÉ PARISIENNE

Le Patronat attaque

Durant la fameuse Exposition, présentée comme un succès pour les travailleurs, la Chambre syndicale des Employés de la C.G.T. avait accepté des dérogations à l'application de la semaine de 40 heures en cinq-huit, limitées à la durée de cette Exposition favorable aux affaires capitalistes.

Mais le 2 décembre 1937, un décret du gouvernement modifiait les conditions d'application des 40 heures : la répartition des heures de travail et de repos, par conséquent, est laissée, dans une large mesure, au bon vouloir des patrons.

Auparavant les patrons avaient dénoncé la convention collective des grands magasins avec comme but de faire reculer les employés et de les contraindre à signer une nouvelle convention excluant l'échelle mobile, portant atteinte aux Conseils de discipline.

Le décret gouvernemental du 2 décembre ne vient que renforcer l'offensive patronale dans la nouveauté et le petit commerce.

A part ça, le gouvernement est « Front Populaire » mais... à direction radicale.

Le Conseil National de la Fédération des Employés et une assemblée des responsables de la Chambre syndicale parisienne ont marqué, dans des résolutions, et en l'attendant le plus possible, la volonté de l'ensemble des employés de mener la lutte jusqu'à victoire complète, c'est-à-dire par la grève générale des employés avec occupation des magasins.

En effet, la période actuelle est la plus favorable — approche des fêtes de Noël et du Jour de l'An — pour contraindre le patronat à céder.

Mais attention aux manœuvres des bonzes syndicaux et du gouvernement. Les camarades employés se souviennent du « coup » joué par la direction de la Fédération du Bâtiment aux gars du bâtiment en mai-juin de cette année, qui était aussi l'époque la plus favorable pour engager le combat victorieux contre le patronat du bâtiment. Les dirigeants stalinistes et réformistes du Bâtiment ont réussi à canaliser la volonté de lutte des gars du bâtiment dans un mouvement limité en juin. Il a démontré ainsi aux ouvriers que pour le vaincre, non seulement que les mouvements isolés étaient, dans la majorité des cas, vaincus, mais aussi qu'un mouvement limité et démonstratif ne suffisait pas à vaincre.

Plus récemment la grève d'une heure de la métallurgie parisienne est aussi pleine des mêmes enseignements.

C'est pourquoi nos camarades employés ne devront pas se laisser bernier par les histoires de « paix sociale » d'arbitrage à tout prix ou même par les comédies parlementaires ou gouvernementales.

Seule leur action directe, généralisée, illimitée, avec occupation, les mènera à la victoire pour imposer partout les 5/8, l'échelle mobile, le renouvellement de leurs conventions collectives dans les meilleures conditions.

A COURBEVOIE

Fidèle à sa promesse "l'Exploité" est réparé

Pour protester et dénoncer la répression policière et patronale contre le N° 7 que nous avons signalé dans le dernier numéro de La Lutte Ouvrière, « l'Exploité » de la Métallurgie de Courbevoie est réparé sous la forme d'un tract, le 24 novembre dernier. Il reparaitra encore. Messieurs les exploités d'ouvriers et soutien des fascistes !

Les ouvriers, provisoirement paralysés par l'appareil stalinien, accueillent avec une sympathie croissante la propagande inlassable des bolcheviks-léninistes du Parti Ouvrier Internationaliste.

En avant camarades ! Brisez la chaîne des mensonges ! Brisez vos chaînes d'exploités par l'action révolutionnaire !

PARIS 19°

92 ouvriers lock-outés depuis le 12 Novembre

Aux établissements Barbier-Bernard-Turenne (B.B.T.), la direction patronale a licencié, le soir même de la grève d'une heure du 10 novembre, 92 ouvriers et ouvrières. La direction du syndicat des métaux a invité les autres ouvriers de la B. B. T. à continuer le travail, dans l'usine sous prétexte « de ne pas ag-

SAUMUR

A l'issue d'une réunion de Camille Drevet, nos camarades de Saumur firent adopter à l'unanimité un ordre du jour de lutte contre la guerre au travers du défautisme révolutionnaire.

Une souscription en faveur du « Secours International » leur permit de recueillir 69 fr. 25.

Les employés n'acceptent pas le sabotage des 40 heures

Le dimanche 24 octobre 1937 et le jeudi 14 novembre s'est tenu une assemblée d'études de la Chambre syndicale des Employés de la région parisienne. A la suite de cette assemblée les syndiqués sont appelés à se prononcer sur une motion générale d'action, sur deux motions sur la paix, une motion « tendant à la suppression de l'arbitrage obligatoire », et sur des noms de candidats pour les organismes dirigeants.

Reproduisons la motion sur l'arbitrage, qui est minoritaire : « L'arbitrage obligatoire s'avère insuffisant et dans ses résultats et dans sa procédure.

« Mais la simplification demandée ou autre modification ne peut être opérante parce qu'elle équivaut par elle-même à une suppression hypocrite du droit de grève et que les travailleurs sont obligés de passer outre dans les cas importants.

« Les syndiqués repoussent la procédure d'arbitrage obligatoire qui donne au gouvernement et aux patrons un moyen de répression contre les grèves.

« Affirmant vouloir défendre leurs revendications par les méthodes de lutte de classe et en premier lieu par la grève avec occupation généralisée des entreprises.

Parmi les autres motions, il convient de citer la réaction provoquée chez les employés par la politique chauvine, nationaliste du Parti dit communiste. Les camarades minoritaires ont traduit cette réaction dans une motion pacifiste, dont nous extrayons les paragraphes les plus importants :

« Les employés de la région parisienne... »

« Dénoncent le capitalisme comme la cause la plus profonde et la plus constante des conflits, les dictatures et le fascisme comme les formes de gouvernement les plus dangereuses pour la paix ;

« Rappelent que la rivalité des Etats à forme fasciste et des Etats à forme démocratique masque derrière les heurts idéologiques, une âpre lutte pour la mainmise sur les ri-

Les voilà les résultats de l'Enquête sur la Production

Les 40 heures officiellement brisées dans les mines de fer !

Dans le courant du mois de décembre, le gouvernement a l'intention de sortir quelques décrets visant l'application de la loi du 21 juin 1936 qui a institué la semaine de 40 heures.

Le premier décret daté du 27 novembre pris en conclusion de l'enquête sur la production, publié dans le Journal Officiel du 1^{er} décembre 1937, nous fixe déjà sur le caractère anti-ouvrier de cette enquête. Que lit-on dans ce décret « Front populaire » :

« Les dispositions du paragraphe 2 de l'article 15, du décret du 17 novembre 1936, déterminant les modalités d'application de la loi du 21 juin 1936 en ce qui concerne la durée du travail dans les exploitations souterraines de minerais de fer et autres minerais métalliques, ainsi que dans les mines souterraines d'asphalte, sont remplacées par les dispositions suivantes :

« En vue de permettre le recrutement des ouvriers nécessaires au maintien de la production et la construction des logements correspondants, à titre transitoire, et jusqu'au 31 janvier 1938, les exploitations souterraines de minerais de fer pourront faire, chaque mois, en plus de la durée du travail telle qu'elle est définie à l'article 2, deux journées supplémentaires de 7 heures 45 minutes, qui seront rémunérées à un taux majoré d'au moins 25 % par rapport au salaire normal.

« Le régime transitoire ainsi défini pourra être prorogé pour des périodes de quatre mois au plus par des arrêtés des Ministres des Travaux publics et du Travail, pris après consultation des organisations patronales et ouvrières locales et nationales. Il cessera au plus tard le 30 septembre 1938. »

C'est clair, le gouvernement « Front Populaire » à direction radicale, est aux ordres du grand capital. L'application intégrale des 40 heures est menacée. Notre Parti alerte les travailleurs. Dans chaque entreprise, des résolutions doivent être votées, des délégations envoyées aux syndicats, à la C.G.T. pour exiger une campagne d'agitation et une action énergique contre les dérogations de tous ordres aux 40 heures.

L'humanité, le Populaire, le Peuple, toute la presse syndicale, doivent rompre leur silence complice et retentir du mot d'ordre « Bas les pattes devant les 40 heures ! »

Les travailleurs exploités ne sauraient tolérer que la duperie qu'est l'enquête sur la production se transforme, dans les faits, en une trahison de leurs intérêts, au bénéfice de la production capitaliste, c'est-à-dire des profits patronaux.

CONFLANS

CONTROVERSE

La diffusion de Conflans-Rouge a eu un écho sérieux parmi les ouvriers. Toute la presse locale stalinienne en tête, nous consacre des articles vénièux, aux calomnies, aux ignobles insinuations, nous ne reponsons pas ici. Il faudra en répondre devant les tribunaux. Nous ne polémiquerons pas non plus contre les crapuleries comme celles d'un Lafon (du C.C. des J.C.), qui ne pardonne pas aux J.S.R. leur antimilitarisme et leur anticléricalisme. Nous nous bornons à répondre à un article du camarade Alix, secrétaire communiste du syndicat des métaux.

Nous regrettons qu'Alix n'ait pas eu le courage de prendre ses responsabilités dans la lutte contre les conséquences de cette répression. Les ouvriers lock-outés de la B. B. T., en font la dure expérience. Aussi notre Parti s'adresse à eux pour leur dire : faites connaître vous-mêmes votre lutte à tous les ouvriers de la métallurgie, appelez-les à la solidarité contre la répression patronale, envoyez des délégations de votre Comité de lock-outés, dans toutes les usines de la métallurgie parisienne. La solidarité ouvrière ne vous fera pas défaut, malgré les dirigeants du syndicat des métaux.

« Mais la simplification demandée ou autre modification ne peut être opérante parce qu'elle équivaut par elle-même à une suppression hypocrite du droit de grève et que les travailleurs sont obligés de passer outre dans les cas importants.

« Les syndiqués repoussent la procédure d'arbitrage obligatoire qui donne au gouvernement et aux patrons un moyen de répression contre les grèves.

« Affirmant vouloir défendre leurs revendications par les méthodes de lutte de classe et en premier lieu par la grève avec occupation généralisée des entreprises.

Parmi les autres motions, il convient de citer la réaction provoquée chez les employés par la politique chauvine, nationaliste du Parti dit communiste. Les camarades minoritaires ont traduit cette réaction dans une motion pacifiste, dont nous extrayons les paragraphes les plus importants :

« Les employés de la région parisienne... »

« Dénoncent le capitalisme comme la cause la plus profonde et la plus constante des conflits, les dictatures et le fascisme comme les formes de gouvernement les plus dangereuses pour la paix ;

« Rappelent que la rivalité des Etats à forme fasciste et des Etats à forme démocratique masque derrière les heurts idéologiques, une âpre lutte pour la mainmise sur les ri-

tre journal, Alix se borne à répondre à quatre lignes d'un correspondant d'usine. Ce camarade ouvrier s'étonnait de ce que toute discussion ait cessé à l'usine de la L.T.T. sur le renouvellement des contrats collectifs, depuis octobre. Alix s'étonne : le P.O.I. ignore-t-il que les contrats signés le 12 juin ont été reconduits de six mois. Non, camarade Alix, le P. O. I. ne l'ignore pas. Le P. O. I. sait parfaitement que le gouvernement a été berné par le patronat au nom de la Paix, pendant que dans de nombreuses usines le patronat renforce ses positions, licencie les militants syndicalistes, diminue le pouvoir des délégués. Le P.O.I. connaît et le sait si bien qu'il a combattu ardemment cette reconduction acceptée par les dirigeants syndicaux. Mais quoi ? 6 mois après le 12 juin c'est le 12 décembre. Le 12 décembre devront donc être terminés les pourparlers et signés les contrats collectifs. Nous sommes aujourd'hui (dimanche) à 5 jours du 12 décembre. On ne nous parle toujours de rien dans l'usine. Avions-nous tort de soulever la question il y a trois semaines ?

Alix ne nous a rien soumis, non pas sans doute parce qu'il veut, lui, étouffer la discussion, mais parce que les conventions doivent être collectives et que le centre ne lui a encore fourni aucun document à transmettre. Or, les pourparlers ont lieu à l'échelle nationale. Et les dirigeants des syndicats mettent leur confiance non dans les ouvriers mais dans le gouvernement radical. Et à la Chambre les députés sont en train de mijoter une nouvelle loi sur l'embauchage pour bernier une fois de plus les ouvriers. Est-ce vrai, Alix ?

Quant au reste, Alix affirme que notre programme revendicatif est le même que celui de la C.G.T. S'il le croit est-il prêt à lutter avec nous pour le faire triompher contre le patronat ?

C'est là l'unité d'action qui pourra être, croyons-nous la plus utile aux ouvriers.

LE BOLCHEVISTE.

A bas les tribunaux militaires !

Le tribunal militaire de Lyon, prison Saint-Paul, a condamné le 15 octobre, trois jeunes soldats dont deux frères de famille, l'un a deux jeunes enfants en bas-âge, tout trois encastrés au 134^e R.I. à Autun « régiment simili bat-d'Al » à six mois avec sursis pour un motif futile puis changé de régiment par représailles et affecté au 29^e R. I. à Dijon et au 1^{er} R.I. à Sens, ce qui fait qu'ils ne peuvent bénéficier que difficilement des permis de 48 heures du fait que cela les éloigne de chez eux. Quand on sait que celles-ci sont bien souvent accordées avec une fourche, plus que jamais : A bas les tribunaux militaires.

Un beau geste de solidarité à signaler ; une quête faite spontanément dans le bataillon a rapporté 250 francs pour leur fournir un avocat.

EN INDOCHINE

Tortures Impérialistes

En août 37, grève des ouvriers de la manufacture de caoutchouc Labbé de Saïgon. Le patron arrêté de son propre chef trois ouvriers et les conduisit à la Sûreté (la grève avait pour principal objet une augmentation de salaires). Sous la torture, les ouvriers dénoncent quelques autres ouvriers et militants, tous sympathisants du groupe de « La Lutte » (IV^e Internationale). Les perquisitions chez ceux-ci amenèrent la découverte de tracts appelant les ouvriers à s'organiser en syndicats semi-légaux, des journaux imprimés à Paris, comme Quan Chung (Les Mases), des brochures d'éducation prolétariennes « interdites ».

Sur cette base, la police a monté un complot, mais les victimes se sont plaintes des tortures endurées par elles ; elles ont fait état de leurs blessures. Outre un violent passage à tabac et les coups de bottes dans les tibias, elles ont subi le retour de la grève et les coups sur la plante des pieds.

Le retour de la grève consista à maintenir solidement le patient couché à plat ventre, un bourreau lui attache les mains au dos et soulève les bras de façon à accomplir un demi-cercle par dessus la tête. La poitrine est comprimée lente-

ment ; la douleur est atroce ; le patient perd connaissance. On le ramène avec de l'eau froide et on recommence. C'est le traitement habituel des prévenus politiques !

Les coups sur la plante des pieds : le patient est couché sur le ventre, les jambes repliées de façon à exposer les plantes des pieds ; on l'immobilise et on frappe les plantes des pieds à coups de rotin ; quelques fois on place sur les pieds une serviette pour que les traces ne soient pas visibles ; ce supplice produit une douleur atroce dans la tête et met à une effroyable épreuve tout le système nerveux.

Le médecin légiste lui-même dut constater l'état des victimes et vint déposer comme témoin à charge ; les bourreaux furent condamnés... mais à 15 et 25 fr. d'amende. Pas de sanction administrative ; les tortionnaires après une suspension d'un mois, ont repris leurs fonctions et sont venues à la barre charger leurs victimes. Les protestations des accusés contre le policier tortionnaire Sabatier leur a valu la menace d'une aggravation de peine par le président, et l'injonction de se tenir les bras croisés comme la politesse l'exige devant les mandarins.

Le ministère public les a accusés

de tous les crimes (préparation de la grève générale « pour chasser les Français », etc...). Il n'y avait pas la moindre « manœuvre subversive ». Uniquement la tentative de constituer des syndicats semi-légaux. Le ministère public a requis l'application de l'art. 91 du Code pénal modifié à l'usage des indigènes (décret Léon Perrier du 4 octobre 27).

Le président, Bonnet, est un camelot du roi qui ne cache pas ses opinions.

Le tribunal a prononcé les peines suivantes :

Le Van Daoh, 2 ans de prison et 10 ans d'interdiction de séjour.

Duong van Tu, Nguyen van tien, Nguyen van Man, Doan van Truong, Ta lahaç Tien, tous un an de prison et 5 ans d'interdiction de séjour.

Nguyen van Nho, Nguyen van Trong, Nguyen van Soi, Duong van Tuong, tous six mois de prison. Aucun sursis !

Ta Thu Thau est toujours à la prison de Saïgon, malgré son état critique ; la moitié droite du corps est toujours paralysé, l'œil droit très affaibli ; les plaques de strichnine ne lui ont apporté aucune amélioration.

EN ESPAGNE

Tortures Staliniennes

Le chef officiel du « département étranger » à Valence est un allemand, Georg Scheyer. Mais le chef réel est un russe bien connu de tous les prisonniers. A Barcelone, le responsable du Guépéou est un nommé Alfredo Herz, tchèque-autrichien, en Espagne depuis plusieurs années. C'est un psychopathe, qui assouvit sadiquement ses haines antérieures sur les prisonniers.

Ces deux hommes sont responsables des tortures infligées. En voici trois cas, notés par notre camarade Thalman au cours de sa détention.

Le cas Rosenboom. C'était un hôtelier, apolitique, vivant depuis 10 ans en Espagne. Arrêté comme « espion » à Alicante. Il avait la bouche complètement édentée, toutes les dents ayant été cassées au cours des interrogatoires. Il est depuis 7 mois, à la prison de Santa Ursula. N'ayant rien à avouer, il fut enfermé 8 jours dans un placard à vêtements, où il ne pouvait ni s'asseoir, ni s'allonger, ni tomber. Ses jambes gonflées l'em-

pêchèrent de marcher un certain temps.

Un agent allemand du Guépéou le visita dans sa cellule. Il lui mit du papier et une plume sur la table, en lui expliquant que s'il écrivait un aveu, il serait immédiatement relâché, autrement on le fusillait le soir même. Rosenboom n'ayant pas fait d'aveu, au retour de l'agent, celui-ci le menaça : « Nous vous couperons les doigts un à un, nous vous creverons les yeux, si vous n'avez pas ». Il fut battu sauvagement à d'innombrables reprises par plusieurs agents. Depuis quelques mois on ne l'interrogeait plus, mais on ne le relâchait pas.

Le cas Hilz. L'allemand Hilz, tuberculeux, fut arrêté au moment où il quittait l'Espagne par la Croix Rouge anglaise. On le battit deux fois par jour et on l'enferma dans le placard à vêtements. C'est mourant qu'il fut transporté à l'hôpital de Valence.

Le cas Raab. Raab est un ancien champion mondial de vol acrobatique, dont Fieseler fut l'élève. D'allemand, il devint grec. Comme spécialiste de la construction d'avions et d'aérodromes il vint en Espagne et y travailla pour la République. Il dirigea l'usine d'aviation de Sabadell. Il fut arrêté en mars avec d'autres ouvriers et accusé d'espionnage. Il fut horriblement maltraité. Son corps sportif n'est plus qu'une ruine. On l'enferma dans le placard à deux reprises, pendant plusieurs jours. Il fut frappé par le dirigeant russe et le chef officiel Georg Scheyer. Ce sont eux qui donnaient l'ordre de la torture. Le 19 août, on le martyrisa 3 jours et 3 nuits pendant lesquelles il dut rester assis sur une chaise sans dormir, surveillé par un garde changé chaque deux heures. Il fut jeté en syncope dans sa cellule.

Bourreaux ignobles, voilà de quel- les griffes nous devons arracher nos camarades !

En Afrique du Nord

SARRAUT PREPARE LA REPRESSION

Les manifestations, les grèves, les explosions sanglantes qui se sont succédés ces derniers mois en Afrique du Nord ont posé radicalement le problème du maintien de l'impérialisme français, c'est-à-dire du passage à la seconde étape de la révolution française d'une liaison étroite entre les masses ouvrières et paysannes métropolitaines et coloniales, d'une nouvelle offensive gréviste en France capable de porter un coup décisif à l'appareil d'Etat bourgeois.

Le gouvernement de Front populaire a riposté en massacrant les grévistes indigènes. Dans le même temps, « l'Humanité » et le « Populaire » cachaient la vérité aux yeux des ouvriers français.

Les réformistes et les opportunistes servent toujours en pleurant, mais ce sont des laquais fidèles. Le gréviste nord-africain est devenu un agent stipendié des puissances étrangères, un fasciste (alors que justement il tombait sous les balles des fascistes momentanément alliés aux balles démocratiques du Front populaire). Les staliniens pour défendre la grande armée française, ont colonisé à leur habitude les ouvriers d'avant-garde d'Afrique du Nord, creusant ainsi entre les deux prolétariats un fossé qui fut devenu fatal à l'un et à l'autre.

Aujourd'hui le gouvernement de Front populaire examine un plan de répression de bien plus vaste envergure. Sarraut a les pleins pouvoirs. Les mesures sociales et économiques consistent en des promesses vagues: mesures de secours contre la disette, révision des salaires, grands travaux etc. Tout ceci fort connu. Les secours ont servi et serviront encore demain aux fonctionnaires fascistes à s'efforcer de monter des équipes de coup de mains, les grands travaux sont des travaux militaires, pour les salaires on en reparlera.

La crise nord-africaine a posé et pose le problème agraire. Un seul exemple: les superficies ensauvées en blé dur par les agriculteurs

indigènes au Maroc en 1934 chiffrèrent 1.807.000 hectares. En 1935, elles tombaient à 944.000 ha. En 1936 à 760.000 ha environ (chiffres officiels). La récolte mauvaise et les rendements plus mauvais encore vont entraîner pour 37 une nouvelle répression.

A la suite des trois récoltes déficitaires les réserves sont refusées dans beaucoup de régions. La conclusion générale ne peut-être qu'un redoublement de famine. En face de ce problème capital les projets Sarraut ne présentent rien.

Il n'y a effectivement pas d'autres voies qu'une nouvelle répartition des terres, que d'exproprier les colons expropriateurs en faveur des fellahs, de donner aux paysans les moyens techniques modernes pour la culture de leur sol. Ou bien la répression. Et c'est là le sens de la sommation de Sarraut.

Si les projets ne disent rien quant aux réformes économiques, ils sont clairs sur le plan de la répression. « Le ministre d'Etat a précisé les décisions et les dispositions qui, pour faire face aux manœuvres externes ou internes dirigées contre la souveraineté française et la paix publique, seront assurés non subitement par une action respective de chacun des pays, mais par la liaison étroite des trois territoires dans la coordination des renseignements et la coopération défensive. » Le gouvernement de Front populaire est en train de monter un formidable appareil de répression en Afrique du Nord.

Le sens en devient encore plus précis à la lecture d'extraits comme celui-ci (Le Petit Casablancais): « Le Maroc est en état de siège et des Français arment de leurs paroles sinon de leurs mains, les bras qui vont poignarder nos agents et nos soldats. Ils trahissent comme en 1914 trahissaient ceux qui livraient à l'ennemi les secrets de la défense nationale. Leur crime est aussi grave mais plus lâche puisqu'ils se sentent à peu près sûrs de l'impunité. » L'impérialisme et ses alliés réformistes et staliniens montent un complot contre les révolutionnaires coloniaux. La solidarité pratique, c'est-à-dire le réel entre les prolétaires coloniaux et métropolitains peut seul barrer la voie à ces mouvements criminels.

Congrès du P. O. I. (Suite)

DISCUSSION SUR LA QUESTION RUSSE

Nous publions ci-dessous la suite des débats du Congrès du P.O.I. Dans une thèse contre la majorité du parti. Voici le résumé de cette thèse, rédigée par lui-même.

Depuis de longues années, le prolétariat russe a perdu tout pouvoir politique et économique, tout droit d'expression et d'organisation. La société soviétique a évolué de façon à gagner l'estime des bourgeois croix de feu comme Mercier et Robbe: l'armée tsariste retrouve ses cosaques, ses maréchaux et le plus vulgaire nationalisme, l'usine avec le travail aux pièces et les entraîneurs sous la surveillance d'une armée de mouchards, les différences de salaires plus considérables qu'en régime capitaliste privé, la famille et la morale bourgeoise remises à l'honneur, le divorce interdit, la religion encouragée, la propriété privée restaurée, l'héritage rétabli, l'inégalité croissante (de 70 roubles pour les domestiques à 125 et 200 roubles pour les ouvriers, 300 et 800 roubles pour les techniciens, 1.500 à 10.000 pour l'aristocratie). S'appuyant sur une couche de plus en plus stable et privilégiée des techniciens, de stakhanovistes, de kolchoziers aisés une nouvelle classe d'exploiteurs s'est constituée.

Les camarades « défensistes » continuent pourtant à contester à l'oligarchie dominante russe un caractère de classe et à la représenter comme une excroissance de la dictature du prolétariat. Toute bureaucratie, disent-ils, accapare une partie de la plus-value, mais ne cesse pas pour cela de constituer un appareil des classes dirigeantes — détenant les moyens de production. Mais précisément Trotsky donne lui-même la réponse décisive dans la Révolution trahie: « On ne peut nier qu'elle (la bureaucratie) ne soit quelque chose de plus qu'une simple bureaucratie; le fait même qu'elle s'est appropriée le pouvoir dans un pays où les moyens de production les plus importants appartiennent à l'Etat, crée entre elle et les richesses de la nation des rapports entièrement nouveaux. Les moyens de production les plus importants appartiennent à l'Etat. L'Etat appartient en quelque sorte à la bureaucratie. »

Ainsi l'oligarchie possède à titre collectif tous les moyens de production, décide sans contrôle de la répartition du capital de la plus-value, de la main-d'œuvre. Grâce à la Révolution d'octobre qui a balayé les anciens propriétaires la production dont elle est maîtresse est étatisée et planifiée. Mais ni plan ni étatisation ne suffisent à donner à l'Etat un caractère prolétarien... « L'Etat

maître de tous les moyens de production » n'est nullement ouvrier; il rend seulement plus facile le passage à l'économie socialiste lorsque la classe ouvrière a pris le pouvoir. Résumons: l'Etat où la classe ouvrière n'a ni pouvoir politique ni pouvoir économique où — selon les thèses internationales elles-mêmes — l'oligarchie dirigeante n'utilise sa toute puissance économique que dans l'intérêt des privilégiés et contre celui des ouvriers, un tel Etat ne peut être celui de la dictature du prolétariat. C'est pourquoi, nous faisons notre cette définition donnée en 1930 par Rakovsky, Kossior, Mouralov et Kasparova:

« D'Etat prolétarien à déformation bureaucratique comme Lénine définissait la forme politique de notre Etat, nous nous développons en un Etat bureaucratique à survivance prolétarienne communiste. Devant nos yeux s'est formée et se forme une grande classe de gouvernants qui a ses subdivisions intérieures croissantes, qui se multiplie par la voie de cooptation intéressée, par la nomination directe et indirecte (avancement bureaucratique, système électoral fictif). Comme base d'appui à cette classe originale se trouve une sorte, originale aussi, de propriété privée, à savoir la possession du pouvoir d'Etat. »

Les ouvriers russes auront donc à préparer la 2^e révolution sociale, pour arracher les moyens de production à la classe dirigeante et transformer la propriété oligarchiste en propriété collective.

Les ouvriers du monde ne peuvent donc plus considérer la Russie comme la « patrie socialiste » avec laquelle leur sort est lié sur le champ de bataille international. Pas davantage ils n'ont à défendre « une économie progressive ». En effet une économie progressive ne peut être ramenée en arrière par une défaite militaire: et le capital financier du pays vainqueur lui-même n'y aurait aucun intérêt.

Enfin le défaitisme révolutionnaire n'est pas plus lié à la victoire du capitalisme en Russie qu'à la victoire du fascisme en France et en Angleterre. Dans un cas comme dans l'autre il a pour but de profiter de la faiblesse accrue de la classe dirigeante pour la renverser au profit du prolétariat. Il est inséparable de la lutte pour la Révolution qui est elle-même le facteur le plus puissant pour l'extension de la révolution aux autres pays.

La classe dirigeante russe a ses intérêts liés non à la Révolution mondiale mais à la contre-révolution mondiale. On l'a vu en Espagne. Au moment où les social-patriotes et les centristes de toute espèce sèment la

AUTOUR DE L'ASSIETTE

Emile Courrière... (ça ne vous dit rien, camarades?), ex-Secrétaire Général de la Fédération Postale (C.G.T.), membre de la Commission Exécutive de cette Fédération, rédacteur littéraire (sic) de Syndicats, organe du syndicalisme-réformiste, est, depuis « l'avènement du Front Populaire au Pouvoir », chargé de mission à la Présidence du Conseil. Mais ça ne suffirait pas, paraît-il, aux exigences d'Emile Courrière... militant syndicaliste (resic) souvent champion, dans les meetings, les Congrès, les Assemblées syndicales, de l'indépendance syndicale. En effet, ne dit-on pas qu'Emile Courrière aurait des chances d'être pourvu d'un bon emploi (une centaine de mille francs par an, pour oublier les 150 francs...), de percepteur au Ministère des Finances! Nous voulons croire à de méchants propos ou à un vilain tour que Georges Bonnet jouerait au militant syndicaliste « vertueux »...

Aussi, avec tous nos camarades postiers, nous attendons un démenti indigné...

Pour l'Unité Révolutionnaire contre l'embrassade de trahison

(Suite de la 1^{re} page)

Alors, quelle est donc la signification des disputes que l'on connaît entre les deux directions politiques? Le 12 novembre dernier « L'Unité » publiait, sur cinq colonnes, un article de Dimitroff qui a été traduit en français par le « Populaire ». Ce texte est intitulé: « Le « bolchevisme » ne se détermine plus sur un programme de lutte révolutionnaire que, en opposition au réformisme, mais le critérium véritable et unique c'est l'attitude envers l'Union Soviétique », c'est-à-dire très exactement: l'attitude envers la bureaucratie de Staline.

« On ne saurait passer, écrit Dimitroff, pour un ami véritable de l'U.R.S.S. si on ne condamne pas ses ennemis — les agents trotskystes-boukhariniens du fascisme ». Cette définition éclaire le véritable sens d'une condamnation implacable que Dimitroff lance contre le social-démocratie.

La C.A.P. socialiste a répandu comme elle a pu aux exigences de Dimitroff (Populaire du 26 novembre). Comme elle a pu, c'est-à-dire en se gardant bien de démasquer les trahisons stalinienne envers la classe ouvrière en Espagne, en France. Car les dirigeants S.F.I.O. ont commis eux-mêmes, les mêmes trahisons: non intervention, Clichy, etc...

Dans le vote de la C.A.P. (unanime si l'on excepte Zyromski), les leaders de la Gauche Révolutionnaire ont encore concrétisé leur politique de confusion. Pivert explique, dans le Populaire du 29 nov.: « Nous avons tenu à préciser les conditions politiques objectives de la marche à l'Unité ». Et nous voilà de nouveau dans l'obligation de constater que qu'elles que puissent être « les conditions politiques » subjectives de la G.R. (c'est-à-dire celles qui ne passent pas dans l'objectivité, dans les actes), pour la direction de la G.R. l'Unité consiste à marcher politiquement à la traîne des conditions « politiques » des réformistes et social-patriotes. Pivert n'a pas même eu le courage d'exiger comme condition de l'Unité le droit de contrôle dans les prisons et tribunaux stalinien consacré à la répression contre les révolutionnaires.

Les réponses de Gitton, Thorez, Cachin, à la motion de la C.A.P., ne chicanent pas sur le programme. Mais elles signifient: votre silence sur ce qui se passe en U.R.S.S., sur les répressions contre les communistes oppositionnels, en U.R.S.S., en Espagne et ailleurs, ne nous suffit plus; il nous faut maintenant votre approbation, votre soutien ouvertement affirmé; et nous comptons sur le désir ardent d'Unité dans la classe ouvrière pour nous y amener bon gré mal gré, comme nous y avons amené la plupart des chefs « socialistes » de l'Espagne.

Les textes non encore publiés, des

confusion dans le prolétariat pour l'entraîner à l'union sacrée avec leur impérialisme il importe que notre parti balaye toute équivoque, toute réticence en dénonçant la soi-disant défense inconditionnée de l'U.R.S.S. Il importe de mener une lutte conséquente pour le défaitisme révolutionnaire, pour la révolution russe et mondiale!

Comme on le voit, C. liquide complètement les points de vue du marxisme dans l'appréciation de l'U.R.S.S. (et par-dessus le marché dans la classe internationale, etc...). Dans le prochain numéro de La Lutte nous publierons les débats qui eurent lieu sur cette thèse réactionnaire, et sur la réponse qui leur furent données. La thèse de Craipeau fut repoussée complètement par les 3/5 des mandats exprimés.

La Guépéou en échec à Prague Comment fut montée la provocation contre Grylewicz

Dans le courant du mois de juillet, le militant allemand Anton Grylewicz, un des meilleurs camarades du groupe allemand de la Quatrième Internationale, a été victime d'une machination policière qui a été finalement déjouée.

Agé de 53 ans, le métallurgiste Grylewicz a derrière lui 30 ans de militantisme révolutionnaire dans les syndicats allemands, dans le parti social démocrate avant la guerre, puis dans le parti communiste, dans lequel il fut élu député au Landtag de Berlin, enfin comme un dirigeant de l'opposition de gauche, rédacteur de « Permanente Révolution » et membre de l'organisation allemande de la Quatrième Internationale. A la suite des perquisitions des sections d'assaut et des campagnes de l'Angriff contre lui, il dut se réfugier à Prague en 1933.

Grylewicz était particulièrement visé par le Guépéou comme ancien gérant du « Bulletin de l'Opposition russe » et comme témoin capital des falsifications des « procès de Moscou » pour l'épisode de la « Semaine terroriste de Copenhague ».

Le 12 juillet 1937, Grylewicz fut arrêté à Prague. La police lui présenta une valise déposée par lui chez un camarade tchèque, contenant des brochures, des livres et de vieilles correspondances. La serrure de la valise était forcée. Dès son second interrogatoire les policiers interrogèrent Grylewicz sur les « procès de Moscou » dont ils défendaient la véracité; puis ils lui présentèrent trois faux passeports allemands, dont deux en blanc, qu'ils prétendirent avoir trouvés dans la valise. Ensuite on l'invita à reconnaître les objets contenus dans la valise parmi lesquels on lui présente fixés à une lettre de lui deux bandes de films représentant, l'une, un plan de mobilisation pour l'armée allemande dans la partie septentrionale de la Tchécoslovaquie, l'autre une lettre d'un soldat tchèque demandant des renseignements sur son corps. Les documents étaient datés d'interrogatoires répétés, Grylewicz n'avait plus touché à sa valise depuis octobre 1936. Ensuite, une recte d'encre chimique que les policiers prétendent écrite par Grylewicz. C'était la base de l'inculpation d'espionnage.

Malgré les pressions de toute sorte, auxquelles il fut soumis au cours d'interrogatoires répétés, Grylewicz maintint fermement, dans les procès-verbaux d'interrogatoires, ses protestations contre les faux documents glissés dans sa valise et contre l'ouverture de sa valise hors sa présence. Les menaces ne purent rien contre sa résolution.

Dès que Grylewicz fut remis entre les mains du juge d'instruction, l'étude des documents, l'audition des témoins, l'expertise des écritures établirent l'innocence de l'inculpation d'espionnage. Après quatre mois de détention, il fallut terminer l'affaire par un « non lieu ». Et l'on se débarrassa de Grylewicz par une expulsion.

Le plan de la Guépéou pour se débarrasser de Grylewicz et obtenir une confirmation des procès de Moscou des mains des tribunaux de Prague, avait échoué. Cependant les règles sévères de la justice tchèque contre toute divulgation dans les affaires d'espionnage avaient soustrait Grylewicz au secours de l'opinion publique. La Guépéou n'avait rien ménagé pour arriver à ses fins: les révélations d'Ignace Reiss avant son exécution témoignent de l'importance attachée à cette machination policière par Staline et Iejov qui communiquaient jour par jour sur cette question.

La machination policière ourdie par le Guépéou à Prague — tout comme l'intervention de la Guépéou dans la police et la justice de la « République Espagnole » à Barcelonne et à Valence, l'affaire Grylewicz après l'affaire Nin et l'affaire du P.O.U.M. démasquent les plans de la Guépéou qui ne recule devant aucun crime pour détruire et déshonorer les militants de l'avant-garde révolutionnaire.

Nous aurons des machinations analogues en France.

La Guépéou a été mise en échec et démasquée à Prague. La vigilance et l'énergie des travailleurs se mettront en travers de ses monstrueux complots.

Sans titre

Les graves mesures d'organisation que notre Parti a été, récemment, obligé de prendre pour mettre un terme à certaines manifestations d'irresponsabilité criminelle et pour écarter dans l'avenir les tentatives de provocation que l'ennemi de classe, directement ou à travers des milieux interposés, cherche à exercer contre les rangs de la IV^e Internationale, ne pouvaient manquer d'offrir, au triste individu que nous avons chassé de chez nous comme « indigne de militer dans une organisation prolétarienne », l'occasion de poursuivre et d'intensifier sa besogne de suspicion et de dénigrement. C'est pourquoi ce Monsieur, dont nous avons déjà eu l'occasion de mentionner quelques aspects de son activité réelle, soit dans les colonnes de la « Lutte Ouvrière », soit dans nos Bulletins intérieurs, soit dans des tracts et des affiches, s'est livré encore dans son organe « La Commune » de la semaine dernière, à l'étalage du rôle effectif qu'il lui appartient de jouer. Il doit déjà le regretter, car ce rôle se résume bien moins reluisant qu'il ne le soupçonnait.

Bien entendu, nous n'avons aucune intention de polémiquer avec sa presse, de laquelle se dégage à la fois la mufferie et la panteur de la sentine; mais cela ne nous empêche pas de constater ce qui suit: 1^o M. Raymond Molinier (car — tout le monde l'a compris — c'est de lui qu'il s'agit) est subitement pris d'une extrême tendresse pour la « démocratie (sic) prolétarienne » (resic). Malheureusement, personne ne s'était aperçu qu'un pareil sentiment l'animait pendant qu'il était au sein de l'organisation. C'est pourquoi, ses sentiments actuels ressemblent beaucoup à ceux du négrier ou de l'entrepreneur d'affaires, qui proteste contre l'infraction à la démocratie lorsque les ouvriers exigent de donner un coup d'aile à la comptabilité! Eh bien, M. Molinier, notre Parti a de la démocratie ouvrière, la même conception que les ouvriers: il exige non seulement de regarder dans la comptabilité mais aussi de s'administrer lui-même. Il entend, aussi que sa politique soit déterminée par tous ses membres et ne soit nullement soumise à la volonté de quelques bailleurs de fonds dont la source, au surplus, n'est pas toujours très claire.

2^o Pendant plus d'une année M. Molinier a trompé ses quelques partisans en leur faisant croire que la scission avait été organisée par nous. Maintenant il a, enfin, laissé échapper la vérité ou, pour être plus précis, une partie de la vérité. « Nous avons écouté, dit-il, nous avons observé, enfin nous avons rompu ». Oui, M. Raymond Molinier, depuis trois ans vous avez écouté, vous avez observé, vous avez mangé, vous avez fait du « change », vous avez organisé la scission. Maintenant vous l'avez avoué. Tout ouvrier honnête et clairvoyant; les quelques ouvriers honnêtes mêmes que vous avez trompés avec vos mensonges, vous jugeront.

Enfin, c'est vrai, notre Parti a chassé de ses rangs sitôt qu'il les a connus, des types indignes de militer dans une organisation prolétarienne, des voleurs — un voleur — des éléments qui ont commis des actes d'irresponsabilité qu'eux-mêmes ont jugé criminels. Il a commencé cette œuvre d'épuration nécessaire par vous, M. Raymond Molinier, ainsi que vous le savez. D'avoir fait cela, c'est sa fierté et démontre aussi sa force.

« QUATRIEME INTERNATIONALE »

Revue mensuelle publiée par le C.C. du P.O.I. Numéro 4. Parait le 20 Décembre 1937. Prix: 2 francs. Sommaire: Bolchevisme et stalinisme (L. Trotsky). - Sur le danger de la guerre (L. Trotsky). - Après les élections cantonales (J. Rous). - Le parti dans la lutte contre le gangstérisme stalinien (Naville). - Interview de Trotsky sur l'Australie, la guerre, l'U.R.S.S., etc... - Résolution du S.I. sur la guerre sino-japonaise. - Livres, etc... Faites vos commandes au C.C.P.: Naville 1333-80 Paris.

PUBLICATIONS POPULAIRES

Table listing various publications and their prices, including 'Ouvrages de L. Trotsky', 'La révolution trahie', 'L'Internationale communiste', etc.

Advertisement for 'Preuves en main TROTSKI accuse' and 'LES GRIMES DE STALINE' by Léon Trotsky, published by Grasset. Includes details about the book's content and contact information for the publisher.

Advertisement for the 'CONGRÈS de la RÉGION PARISIENNE du P. O. I.' held on Sunday, December 12, 1937, at 2 hours, in Salle Lancry, 10, Rue Lancry, 2^e Etage. Includes the agenda for the day.